

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 15/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEP-CARENTAN

sise boulevard de Verdun
50500 Carentan-les-Marais

Références : 2024.011
Code AIOT : 0003901413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2024 dans l'établissement STEP-CARENTAN implanté Lieu-dit Amont St Come du Mont 50500 Carentan-les-Marais. L'inspection a été annoncée le 04/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEP-CARENTAN
- Lieu-dit Amont St Come du Mont 50500 Carentan-les-Marais
- Code AIOT : 0003901413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration de Carentan est une station d'épuration mixte d'une capacité autorisée de 66 670 EH (équivalent-habitants), avec environ 13000 EH d'effluents domestiques de l'agglomération, le reste provenant des effluents industriels raccordés au réseau d'assainissement

communal. Parmi ces derniers, les Maître Laitiers du Cotentin (site de Méautis) occupent une place prépondérante (actuellement, leurs rejets représentent environ 25% de la charge totale en entrée de station).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des déchets
- Surveillance des rejets
- Rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Autosurveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 30/06/2020, article 12.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/06/2020, article 10.2.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Surveillance des émissions - généralités	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Section VI	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	VLE pour les rejets dans le milieu naturel	AP Complémentaire du 30/06/2020, article 11.4.2	Sans objet
4	Surveillance	AP Complémentaire du 30/06/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des impacts sur les milieux aquatiques	article 12.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, des non-conformités ont été constatées concernant le respect des valeurs limites d'émission (VLE) applicables aux rejets aqueux en sortie de station, à la surveillance des rejets (dans l'eau et dans l'air) et à la gestion des déchets (présence de boues non traitées en grands volumes).

Selon les échanges avec l'exploitant, plusieurs de ces non-conformités trouvent leurs sources dans des erreurs de conception de la station d'épuration et dans la mauvaise qualité de certains matériaux et équipements utilisés pour sa construction. L'exploitant indique avoir entrepris des démarches administratives à l'encontre de la société ayant construit la station. Le remplacement, en toute fin d'année 2023, de turbines du bassin d'aération n°2 devrait, selon l'exploitant, permettre de respecter à nouveau les VLE en sortie de station (notamment phosphore et azote). Dans le cas contraire, des suites administratives pourront être proposées au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE pour les rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2020, article 11.4.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau				
Prescription contrôlée :				
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.				
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 Sortie station d'épuration[...]				
→ Seuils applicables après le 30 septembre 2022 :				
paramètres moyenne journalier calculé sur le mois (kg/jj)	Concentration maximale Flux moyen journalière(mg/l)	Flux maximal journalier(kg/jj)	Rendement minimum (%)	Concentration journalière calculée sur le mois (mg/l)
M.e.S.	30	151,2	95	20

100,8				
DCO	65	327,6	85	25
126				
DBO5	17	85,68	90	5
25,2				
NKJ	5	25,2	-	3
15,1				
NGL	15	75,6	80	8
40,3				
Pt	1,5	7,56	90	1
5				
Zn	0,1	0,5	-	0,1
0,5				
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 Sortie débourbeur – déshuileur				
Paramètres	Concentration maximale journalière (mg/l)			
Matières en suspension	30			
DBO5	17			
DCO	65			
Hydrocarbures totaux	5			
Constats :				
Sur la période allant d'octobre 2022 à septembre 2023 inclus, des dépassements sont observés pour les paramètres suivants :				
Paramètre	Unité	VLE	Valeur maximale	Nombre de dépassements (sur 365 j)
Azote Kjeldhal	mg(N)/L	5	18.9	110/365
	kg	25.2	70.6	47/365
Azote global	mg(N)/L	15	28.3	40/365
	kg	75.6	144.0	10/365
Phosphore total	mg(P)/L	1.5	8.3	32/365
	kg	7.6	28.5	17/365
NON-CONFORMITE : dépassements supérieurs à deux fois la VLE (concentrations et flux) pour les paramètres azote Kjeldahl, azote global et phosphore total.				
Pour rappel, l'azote Kjeldhal correspond à la somme de l'azote ammoniacal et des azotes organiques. L'azote global correspond essentiellement à l'azote Kjeldhal augmenté des nitrites et des nitrates.				

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique que les dysfonctionnements de la station sont en majorité dus à une mauvaise qualité et une mauvaise conception des installations par la société qui l'a construite. Ces insuffisances ont d'ailleurs fait l'objet, selon l'exploitant, de démarches administratives ayant débouché sur un accord à l'amiable. Le constructeur a ainsi remplacé, fin décembre 2023, 2 des 3 turbines d'aération de la filière 2, qui étaient hors-service depuis 2020. L'exploitant ajoute que SOGEA n'avait a priori pas réalisé d'étude de résistance mécanique ou de portance lors de la construction de la station. Des diagnostics réalisés par des prestataires spécialisés ont par ailleurs mis en lumière le fait que le béton de certaines canalisations de refoulement, fragilisé par le développement non contrôlé de certaines bactéries (produisant du H2S) se sont détériorées de manière prématurée. L'exploitant a prévu de les rénover par l'injection de résine époxy.

Les données de surveillance des mois qui viennent permettront de déterminer si la réparation des turbine a permis le retour à des rejets conformes. Dans le cas contraire, des suites administratives pourront être proposées au préfet.

Concernant les eaux pluviales, les installations sont équipées d'un séparateur débourbeur pour lequel l'exploitant indique n'avoir jamais réalisé d'opération de maintenance. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de l'ouvrir.

Observations :

NON-CONFORMITE : dépassements (concentrations et flux) pour les paramètres azote Kjeldahl, azote global et phosphore total (pour le phosphore total et l'azote Kjeldahl, ces dépassements sont supérieurs à deux fois la VLE).

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra sous 2 mois, comme cela lui avait été demandé en amont de l'inspection, les éléments suivants :

- le dernier rapport d'analyse des eaux pluviales
 - les résultats du suivi mensuel des e.coli en sortie de station pour les douze derniers mois
 - les rendements mensuels d'abattement, pour les douze derniers mois, des paramètres suivants :
 - MES,
 - DCO,
 - DBO5,
 - azote global,
 - phosphore total,
- pour les douze derniers mois, ainsi que les données et calculs le justifiant.

L'exploitant transmettra également le rapport de diagnostic des canalisations en béton précédemment évoqué.

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra sous 2 mois une photo de l'intérieur du séparateur débourbeur une fois celui-ci ouvert, afin de justifier de son bon état. Pour rappel, l'article 46 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation)

dispose que :

"II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.[...]

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées."

L'exploitant veillera donc à mettre en place un protocole d'entretien, même sommaire, de ce séparateur.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2020, article 12.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

Pour les points de rejet ci-après, l'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets selon la fréquence minimale suivante :[...]

Eaux résiduaire après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur – Sortie station d'épuration

Paramètres	Type de suivi(ponctuel, moyen 24h00, ...)	Fréquence
Débit, pH, température	Continu	Permanente
MES	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
DCO	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
DBO5	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/semaine
NGL	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
NKJ	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
NO2-	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
NO3-	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
NH4+	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/jour
Pt	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/semaine
Zn	Moyen 24h proportionnel au débit	1 fois/trimestre
Escherichia coli	Ponctuel	1 fois/mois
[...]		

Constats :

Selon le service en ligne de transmission des données d'autosurveillance GIDAF, la fréquence de

surveillance n'est pas respectée pour le zinc (une seule mesure pour l'année 2023).
NON-CONFORMITE : fréquence de surveillance des eaux en sortie de station non respectée pour le zinc.
Observations : NON-CONFORMITE : fréquence de surveillance des eaux en sortie de station non respectée pour le zinc. L'inspection des installations classées demande sous 2 mois le plan d'action visant à lever cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2020, article 10.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'air
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides. Les concentrations en sortie de traitement des odeurs doivent respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • H₂S < 0,1 mg/Nm³ • R.S.H. < 0,1 mg/Nm³ • NH₃ < 1 mg/Nm³
Constats : L'exploitant précise ne jamais avoir réalisé de contrôle périodique de ses rejets dans l'air canalisés. Pour rappel, l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2020 prescrit une fréquence de suivi biennale. NON-CONFORMITE : l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer le respect des présentes VLE.
Observations : NON-CONFORMITE : l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer le respect des présentes VLE.

L'inspection des installations classées demande sous 2 mois le plan d'action visant à lever cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2020, article 12.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau	
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser un suivi trimestriel du milieu récepteur au niveau des trois points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Jourdan amont au niveau du croisement avec la RD 974, → Douve amont au niveau du croisement avec la RD 974, → Douve aval au niveau de la porte à flot. 	
Paramètres	Fréquence
MES	Trimestrielle
DCO	Trimestrielle
DBO5	Trimestrielle
NGL	Trimestrielle
NTK	Trimestrielle
NO2-	Trimestrielle
NO3-	Trimestrielle
NH4+	Trimestrielle
Pt	Trimestrielle
Zn	Trimestrielle
Cl- (Douve aval)	Trimestrielle
Escherichia coli	Trimestrielle
Entérocoques	Trimestrielle
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure d'extraire facilement l'ensemble des données de surveillance du milieu récepteur.</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra les résultats du suivi mensuel sur les 3 dernières années.</p>	
<p>Observations :</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra les résultats du suivi mensuel sur les 3 dernières années.</p>	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	

N° 5 : Surveillance des émissions - généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.II
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : [...]Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.[...] Extrait du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE - ministère de la transition écologique - version de février 2022 : "[...]Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement[...].
Constats : Le jour de l'inspection, la console de l'enceinte réfrigérée de l'échantillonneur automatique (surveillance des eaux en sortie de station) affiche 9°C, alors qu'il fait environ 2°C à l'extérieur et que l'enceinte est à l'ombre. L'exploitant transvase le contenu de l'un des échantillons dans un seau et mesure la température à l'aide d'un thermomètre électronique, qui affiche alors 8,1°C, ce qui conforte le fait que les 9°C affichés par l'enceinte ne résultent pas d'une dérive capteur, d'une erreur de paramétrage et d'une erreur d'étalonnage. Le fait que la température à l'intérieur de l'enceinte puisse atteindre des valeurs supérieures en période estivale ne peut être à ce stade écarté. NON-CONFORMITE : la température de l'enceinte de l'échantillonneur est supérieure à 5 ± 3 °C.
Observations : NON-CONFORMITE : la température de l'enceinte de l'échantillonneur est supérieure à 5 ± 3 °C. L'inspection des installations classées demande sous 2 mois le plan d'action visant à lever cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 6 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Section VI

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Article 45 :

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Article 46 :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet « conformément au livre V du titre Ier du code de l'environnement », dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Dans ce cadre, il justifiera le caractère ultime au sens du II de l'article L. 541-2-1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, il est constaté que l'ancienne cuve de prétraitement (d'un volume de plusieurs dizaines de mètres cubes) est remplie de boues, incluant des déchets habituellement extraits par tamisage ou dégrillage (cailloux, branchages, etc.). Selon l'exploitant, la cuve a été laissée dans cet état depuis fin 2016, quelques mois après le lancement de la station. La cuve n'est pas protégée des eaux météoriques. En cas de pluie, soit le surnageant s'évapore, soit il est évacué dans un saut de ski, vers une autre cuve souterraine qui n'aurait jamais été vidée. A défaut d'informations complémentaires, le risque de pollution des sols ou des eaux souterraines ne peut être exclu à ce stade.

NON-CONFORMITE : de grands volumes de boues non traitées, accumulées dans la cuve de l'ancien système de prétraitement depuis 2016, n'ont pas été évacuées vers les filières autorisées. L'exploitant caractérisera de manière précise la nature de ce déchet

L'inspection des installations classées demande sous 2 mois le plan d'actions visant à lever cette non-conformité.

Le jour de l'inspection, il est également constaté que le bassin de sécurité est rempli de plusieurs dizaines de mètres cubes de déchets pâteux. Selon l'exploitant, ces déchets proviennent d'un défaut de conception de la station. Un flux d'effluents prétraités (dégrillage / tamisage) s'écoule en permanence dans le bassin de sécurité. Selon l'exploitant, l'erreur de conception à l'origine de cet écoulement parasite fait l'objet de démarches administratives à l'encontre de la société ayant construit la station.

L'exploitant n'a pour l'instant pas été en mesure de corriger le problème à sa source. A l'heure

actuelle, le bassin de sécurité doit être en permanence vidé des effluents parasites par pompage (effluents refoulés vers le tamis, par lesquels ils sont déjà passés). Ce pompage ne se révèle apparemment pas suffisant pour évacuer la totalité des effluents, qui se sont accumulées sous formes de boues pâteuses au fond du bassin. Ces boues peuvent générer des odeurs ou une pollution atmosphérique. De plus, elles réduisent la capacité du bassin de sécurité, dont la fonction première est d'accueillir les eaux usées en attente d'être traitées en cas de dysfonctionnement sur la station.

NON-CONFORMITE : de grands volumes de boues non traitées, accumulées dans le bassin de sécurité, n'ont pas été évacuées vers les filières autorisées. L'exploitant caractérisera de manière précise la nature de ce déchet, et justifiera son évacuation vers une filière adaptée.

L'inspection des installations classées demande sous 2 mois le plan d'action visant à lever cette non-conformité.

Observations :

L'exploitant indique que les boues pâteuses s'accumulant au fond du bassin de sécurité sont en partie composées d'effluents graisseux, semblables à du beurre, qui selon lui proviendraient de l'usine exploitée par la société des Maîtres Laitiers du Cotentin (MLC) à Méautis. Pour rappel, les effluents de cette usine représentent environ 25% à 50% de la charge actuelle reçue par la station. Selon l'exploitant, ces graisses, reçues essentiellement le samedi et le dimanche, perturbent le fonctionnement de la station en s'accumulant dans les équipements et en déstabilisant son régime microbien.

L'exploitant est invité à faire respecter la convention de rejet contractée avec cet industriel. Dans le cas où de tels amas graisseux sont à nouveau reçus, il est également invité à le signaler aux services de l'inspection, par exemple sur la base de photos.

Pour rappel, selon l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, *"le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions."*

Selon son article 19, *"les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement."*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2mois